

BE-A0521_714555_714885_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Recogne. Dépôt 2013, 1804-1976 (1989)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	21
2 - 3 Registres aux délibérations du Conseil communal. 1879-1976.....	21
B. Publication et affichage des règlements et arrêtés.....	21
C. Correspondance générale.....	21
D. Gestion journalière des dossiers.....	22
8 - 51 Dossiers classés par ordre alphabétique. 1890-1988.....	22
E. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	24
II. Organisation et personnel.....	26
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	26
1. Territoire.....	26
2. Coopération intercommunale.....	26
B. Organisation et membres des organes politiques.....	26
1. Conseil communal.....	26
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	26
3. Bourgmestre.....	26
C. Organisation des services.....	26
D. Personnel des services.....	27

1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	27
2. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	27
3. Dossiers du personnel.....	27
III. Patrimoine.....	28
67 - 72 Dossiers relatifs à la vente d'excédents de voirie et de terrains. 1916-1972.....	28
75 - 79 Pièces relatives à des opérations immobilières réalisées en vue d'exécuter des travaux publics. 1947-1970.....	28
IV. Finances et fiscalité.....	31
A. Comptabilité du secrétariat.....	31
1. Budgets et annexes.....	31
87 - 90 Budgets annuels et annexes. 1945-1974.....	31
2. Registres de comptabilité.....	31
91 - 100 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1963-1974.....	31
92 - 100 Recettes et dépenses.....	31
3. Subventions des autorités supérieures.....	32
B. Comptabilité du receveur.....	32
1. Registres de comptabilité.....	32
2. Comptes et pièces justificatives.....	32
108 - 134 Pièces justificatives aux comptes. 1907-1976.....	33
135 - 137 Comptes annuels. 1945-1976.....	34
3. Entrée en fonction du receveur.....	35
C. Impositions, taxes et redevances.....	35
139 - 140 Matrices de rôles pour la contribution foncière. 1819-1832.....	35
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	35
154 - 159 Matrices cadastrales. [XIXe siècle-XXe siècle].....	36
160 - 161 États des copropriétaires des propriétés possédées par indivis dans la commune. [XIXe siècle-XXe siècle].....	37
V. État civil.....	38
A. Généralités.....	38
B. Cimetières et funérailles.....	38
C. Autres documents.....	38
166 - 171 Extraits d'actes d'état civil émanant d'autres communes ou de l'étranger. 1880-1935.....	38
172 - 180 Registres aux actes de nationalité. 1895-1958.....	38
185 - 186 Registres aux actes d'adoption. 1932, 1943.....	39
189 - 197 Dossiers relatifs aux mariages. 1975-1976.....	40
VI. Population.....	41
A. Généralités.....	41
198 - 199 Tableaux statistiques relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil. 1956-1962.....	41
B. Registres de la population et mouvements de la population.....	41
200 - 204 Index des registres de la population. 1847-1960.....	41
205 - 219 Registres de la population. 1847-1980.....	41
220 - 222 Registres des entrées de population. 1893-1976.....	42
C. Recensements et autres états de la population.....	43
228 - 235 Certificats et avis de changement de résidence. 1948-1976.....	43
228 - 231 Entrées.....	43
232 - 235 Sorties.....	43
VII. Élections.....	45
A. Listes électorales et listes dérivées.....	45
239 - 245 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et aux conseils communaux. 1952-1971.....	45

B. Dossiers des élections.....	45
248 - 255 Dossiers des élections communales. 1921-1964.....	45
VIII. Affaires militaires et guerres.....	47
A. Service militaire.....	47
1. 1817-1923.....	47
--- Listes alphabétiques. 1818-1893.....	47
256 - 263 Registres d'inscription. 1818-1910.....	47
--- Relevés nominatifs des personnes exemptées du service de la milice, pour une année ou définitivement, par le Conseil de milice. 1828-1838....	48
--- États nominatifs des miliciens qui, porteurs de numéros dépassés par les contingents, sont dans le cas de justifier de leurs droits à l'exemption, et doivent par conséquent être reportés alphabétiquement sur les listes et non sur les registres d'inscription. 1829-1845.....	48
--- Listes des ajournés et des dispensés. 1873-1893.....	49
2. 1924-1976.....	49
269 - 274 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1925-1978.....	49
277 - 279 Relevés des modifications survenues dans la situation des militaires. 1957-1966.....	49
B. Guerres et conséquences.....	50
296 - 299 Dossiers contenant des reconnaissances de statuts nés de la guerre. 1949-1954.....	51
IX. Ordre et sécurité publics.....	52
X. Santé publique.....	53
A. Abattoir communal.....	53
B. Dépôts d'immondices.....	53
C. Lutte contre les maladies.....	53
D. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	53
310 - 311 Carnets de récépissés de déclarations d'abattage d'animaux. 1952-1968.....	53
E. Police sanitaire des animaux domestiques.....	53
F. Analyse de l'eau potable.....	54
G. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	54
H. Autres préoccupations concernant l'environnement.....	54
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	55
A. Généralités.....	55
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses....	55
1. Généralités.....	55
2. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	55
3. Bâtiments affectés à la santé publique.....	55
4. Bâtiments affectés à l'enseignement et annexes.....	56
a. Neuvillers.....	56
b. Recogne.....	56
5. Bâtiments affectés au culte et annexes.....	56
a. Neuvillers.....	56
b. Recogne.....	57
6. Cimetières.....	57
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais, etc.).....	57
D. Travaux et inspection des cours d'eau.....	60
E. Travaux forestiers.....	60
F. Travaux concernant les concessions de voirie pour les services d'utilité publique.....	61

1. Distribution d'eau.....	61
378 - 384 Dossiers relatifs au projet d'établissement d'une distribution d'eau dans les communes de Recogne et Saint-Pierre. 1946-1969.....	61
2. Distribution de gaz.....	61
3. Distribution d'électricité et éclairage public.....	62
4. Téléphone.....	62
5. Transports en commun.....	62
G. Aménagement du territoire.....	62
1. Plans.....	62
2. Permis de bâtir.....	63
3. Permis de lotir.....	63
4. Permissions de voirie et alignements.....	63
5. Expropriations.....	63
H. Protection des monuments et sites.....	63
XII. Enseignement.....	65
A. Généralités.....	65
B. Organisation.....	65
C. Bâtiments.....	65
D. Équipement.....	65
E. Finances.....	65
F. Obligation scolaire.....	66
XIII. Économie.....	67
A. Agriculture, sylviculture et élevage.....	67
B. Industrie, artisanat et commerce.....	67
C. Circulation.....	68
D. Approvisionnement.....	68
XIV. Social.....	69
A. Affaires sociales.....	69
B. Réglementation du travail.....	69
XV. Commission d'assistance publique.....	70
XVI. Fabrique d'église de la paroisse de Neuvillers.....	71
A. Personnel.....	71
B. Patrimoine.....	71
C. Finances.....	71
437 - 439 Budgets annuels. 1940-1955.....	71
438 - 439 Neuvillers.....	71
440 - 447 Comptes annuels. 1940-1974.....	72
440 - 443 Neuvillers.....	72
444 - 447 Recogne (chapelle).....	72

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Recogne (Libramont-Chevigny). Dépôt 2013

Période:

1804 - 1976 (1989)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.1586

Etendue:

- Etendue inventoriée: 10.10 m
- Dernière cote d'inventaire: 450.00

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Recogne, 1795-1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Recogne

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Recogne dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Neufchâteau, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Recogne devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Neufchâteau.

La commune dépend successivement du département des Forêts, du grand-duché puis de la province de Luxembourg (sauf entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 17 novembre 1814, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département de Meuse-et-Moselle). À partir de 1800, Recogne fait partie de l'arrondissement administratif de Neufchâteau. Au niveau judiciaire, Recogne relève tour à tour des arrondissements d'Habay-la-Neuve (1796-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (arrêté du gouverneur général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen du 12 septembre 1814), puis de Neufchâteau (arrêté du 17 novembre 1814). Recogne relève par ailleurs du canton de milice de Neufchâteau à partir de 1817 ¹.

En 1823, la commune se compose des hameaux de Neuvillers, Olinfaing et Recogne ².

Auparavant rural, Recogne devient, grâce à l'extension de Libramont et de sa situation privilégiée à un carrefour routier et ferroviaire, le cœur de la zone industrielle de Libramont-Recogne ³.

On compte 431 habitants en 1801 et 614 en 1846 ⁴. Au 1er janvier 1893, la commune se compose de 860 habitants, 170 maisons, 170 feux, 96 granges et 168 écuries ⁵. La population tend ensuite à diminuer à 830 habitants en 1910 et 746 en 1961 ⁶. Au 31 décembre 1973, la commune qui s'étend sur un peu plus de 2.492 hectares compte 903 habitants. La section de Recogne regroupe

1 Vrielinck S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Tandel É., Les communes luxembourgeoises, t. VIA : L'arrondissement de Neufchâteau, dans Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg, t. XXVII, Arlon, 1893, p. 196.

3 Art. Recogne, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie - Bruxelles, Bruxelles, 1980, p. 1248.

4 Idem.

5 Tandel É., Les communes luxembourgeoises, t. VIA..., p. 196.

6 Art. Recogne, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique..., p. 1248.

555 habitants et celle de Neuvillers 385 habitants ⁷. La population augmente à 950 personnes en 1976, à la veille de la fusion des communes ⁸.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Libramont, Recogne, Sainte-Marie-Chevigny et Saint-Pierre est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur ⁹. Le 4 novembre de la même année, les membres du Conseil communal de Recogne décident de proposer au ministre de l'Intérieur de revoir son plan de fusion. Ils souhaitent que les communes de Bras, Freux, Moircy et Remagne soient également fusionnées avec Libramont ¹⁰ et que la nouvelle entité créée porte le nom de Chevigny ¹¹.

Finalement, le 1er janvier 1977, la commune de Recogne est supprimée et rejoint la nouvelle commune de Libramont-Chevigny. Cette dernière se compose dorénavant des sections de Libramont, Bras, Freux, Moircy, Recogne, Remagne, Sainte-Marie-Chevigny et Saint-Pierre.

La fusion forme une entité de 7.082 habitants pour 17.786 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Cette fusion regroupe autour de l'important centre de Libramont-Recogne (routes, chemin de fer, zoning industriel), des communes, nettement et directement polarisées par ce centre. Les voies de communication convergent d'ailleurs toutes sur Libramont, qui possède, en outre, une gare importante pour la région " ¹².

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être

⁷ Archives de l'État à Arlon, Archives de Joseph Michel, dossier " Libramont ", n° 196.

⁸ Art. Recogne, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique..., p. 1248.

⁹ AÉA, Archives de Joseph Michel, dossier " Libramont ", n° 196.

¹⁰ La fusion de Bras, Freux, Moircy et Remagne est proposée par le ministre sous le n° 33 (Idem).

¹¹ Idem.

¹² Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Moniteur belge, 25 septembre 1975).

déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹³.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

13 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article 132 de la NLC et l'article L1123-28 du CDLD confient la garde des archives, des titres et des registres de l'état civil au Collège communal, il doit en dresser les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêcher qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt. Ces dispositions reprennent *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836. Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune et sur le dossier central de la commune de Libramont-Chevigny constitué par les Archives de l'État.

Entre 1909 et 1911, les archives sont considérées comme bien classées et conservées. En 1928, les archives sont en bon état, mais le mobilier doit être amélioré. Bien que, de 1929 à 1931, les archives soient toujours considérées comme en bon état de conservation, la situation s'améliore encore en 1932 puisque qu'elle " sera remise en bon état dans le courant de l'année " ¹⁴.

La maison communale de Recogne est visitée par les Archives de l'État le 22 août 1975. Les archives se trouvent au secrétariat communal dans des armoires métalliques. L'ordre est impeccable. Environ cinquante mètres d'archives sont conservés depuis 1796. L'archiviste-inspecteur a pu voir l'état civil qui est " complet ", les registres de la population dont le plus ancien remonte à 1900, les registres aux délibérations depuis 1945, les archives cadastrales du XXe siècle et, enfin, divers dossiers administratifs, les comptes et les budgets depuis 1945. Les nombreuses lacunes sont attribuées aux faits de guerre. Ces derniers ne sont pas précisés ¹⁵. Il semble que l'archiviste-inspecteur n'ait pas eu accès à la totalité des archives conservées.

Dans un courrier daté du 8 août 1988 relatif à la conservation des archives communales, le Collège communal de Libramont-Chevigny informe le gouverneur de la province que la commune désire conserver ses archives dans les locaux communaux ¹⁶.

En 1990, les archives de la nouvelle entité de Libramont-Chevigny ainsi que celles des anciennes communes qui la composent sont conservées dans la nouvelle maison communale ainsi que dans les anciennes de Freux et de Sainte-Marie-Chevigny. Roger Petit, chef du Département Liège-Luxembourg des Archives de l'État, recommande dès lors aux autorités communales de regrouper l'ensemble des archives dans les bâtiments récemment construits. Il demande également au secrétaire communal " de prévoir l'engagement d'un employé [...] qui serait chargé de mettre en ordre les quelques 250 mètres d'archives statiques dans la nouvelle maison communale, ensuite de reclasser

14 AÉA, Gouvernement provincial du Luxembourg. Rapports annuels communaux, n° 167.

15 AÉA, Département III, Dossiers centraux, n° 119.

16 AÉA, Dossier central " Commune de Libramont-Chevigny ".

les archives qui seraient transférées [...] des anciennes maisons de Freux et de Sainte-Marie " ¹⁷.

En 1992, Jean-Marie Yante, chef de section *ad interim*, précise dans son rapport que la majorité des archives de la commune de Recogne est conservée dans un local situé au premier étage de la maison communale de Libramont-Chevigny. Les pièces comptables produites en 1975 et 1976, et les archives du receveur régional produites avant fusion sont, quant à elles, conservées dans l'ancienne maison communale de Sainte-Marie-Chevigny ¹⁸.

En 2010, les archives de la commune de Recogne (peu ou prou 19 mètres linéaires) sont conservées dans le grenier de l'école communale de Sainte-Marie-Chevigny. Le grenier, bien qu'en partie isolé, n'est pas chauffé. Alors que la majorité des documents est conservée dans des boîtes de type " La Charte ", d'autres sont stockés sans conditionnement. Toutes les archives " avant fusion ", avec ou sans conditionnement, sont déposées à même le sol, en contact direct avec les murs du grenier. De ce fait, certains documents sont trop humides et le risque de voir se développer des champignons n'est pas à négliger ¹⁹.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 6 octobre 2010, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

ACQUISITION

Dépôt de la commune de Libramont-Chevigny en date du 21 août 2013 (accroissement n° 2013/034).

17 Idem.

18 Idem.

19 Idem.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Recogne entre 1804 et 1976. Quelques documents produits entre 1977 et 1989 par l'administration communale de Libramont-Chevigny sont également conservés. Ces documents sont principalement conservés dans des dossiers constitués par l'administration communale et tenus par ordre alphabétique sur des personnes, des entreprises ou des entités. Ces dossiers avaient été commencés avant la fusion par l'administration communale de Recogne et ont été complétés, par l'administration communale de Libramont-Chevigny, après la fusion des communes ²⁰.

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces

20 Ces dossiers regroupent différents types de documents : principalement des pièces et dossiers de demandes de permis de bâtir, d'établissements dangereux, des extraits d'actes de l'état civil, de la correspondance, des bulletins de ménage (modèle A), des dossiers du personnel et des instituteurs communaux, des copies d'attestations délivrées, etc.

justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque

recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux

bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica, Studia*, n° 1).

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica, Manuale*, n° 52 et 53).

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ²¹. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État. Bien entendu, nous ne pouvons exclure le fait que quelques dossiers

21 <http://geoportail.wallonie.be>.

commencés avant 1976 et toujours utiles pour les services, comme certains dossiers relatifs à des travaux, soient encore conservés dans les bureaux.

MODE DE CLASSEMENT

Le classement des boîtes relève d'une classification propre à l'administration communale de Libramont-Chevigny. Les archives, auparavant conservées en vrac, ont été placées dans les boîtes sans qu'aucun cadre de classement prédéfini ne soit respecté.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ²².

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements ²³

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

22 Gadeyne G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

23 La section " Culture, sports et divertissements " est restée vacante dans cet inventaire.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 1 Extraits des registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal. 1852-1973. 1 chemise
- 2 - 3 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL. 1879-1976.
22 novembre 1879 - 3 juin 1911. 1 volume
- 3 21 mai 1947 - 17 décembre 1976. 1 volume
- #### B. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS
- 4 Affiche présentant un rapport du grand-juge ministre de la Justice au Gouvernement relatant de nouvelles trames ourdies par l'Angleterre à l'encontre de la République française ainsi qu'un arrêté du préfet du département des Forêts. 17 février 1804 (27 pluviôse an XII). 1 pièce
- 5 Affiche portant publication d'un jugement du Tribunal de première instance de Neufchâteau condamnant Jean Jentgiers, garde champêtre de la commune de Sampont, pour escroquerie et défaut de procès-verbal de délits. 23 août 1804 (5 fructidor an XII). 1 pièce
- 6 " Registre ouvert par l'administration de la commune pour inscrire 1°) l'arrivée du Mémorial administratif du Grand-Duché de Luxembourg et la publication des actes qu'il renferme à l'égard desquels cette mesure est recommandée ; 2°) l'arrivée, la publication et l'apposition des affiches ou placards contenant des arrêtés, ordonnances, règlements, avis et autres actes émanés de l'administration provinciale ou supérieure ". 1826- 1851. 1 volume
- #### C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE
- 7 Pièces éparses de correspondance envoyée et reçue par les

autorités communales. 1810-1976.

1 chemise

D. GESTION JOURNALIÈRE DES DOSSIERS

- 8 - 51 DOSSIERS CLASSÉS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE. 1890-1988.
8 Amicale Club Neuvillers-Recogne - Audistère, 1947-1981. 1 liasse
- 9 Baijot - Bigonville Marcel, 1911-1975. 1 liasse
- 10 Bigonville Maria - Buysschart, 1930-1977. 1 liasse
- 11 Cadiat - Collard, 1949-1976. 1 liasse
- 12 Collas - Conrard, 1947-1979. 1 liasse
- 13 Cordier - Crucifix, 1949-1988. 1 liasse
- 14 Dabe - Defoy, 1952-1976. 1 liasse
- 15 Deghelt - Depelsmaeker, 1961-1976. 1 liasse
- 16 Depriester - De Wykerslooth, 1904-1975. 1 liasse
- 17 Dion - Dupont, 1926-1978. 1 liasse
- 18 Englebert - Evrard, 1945-1976. 1 liasse
- 19 Fabrique d'église - Fourny, 1903-1976. 1 liasse
- 20 Foyer Club des Jeunes - Frecon, 1951-1977. 1 liasse
- 21 Gaspar - Gérard, 1942-1980. 1 liasse

22	Gillard - Gratia, 1944-1975.	1 liasse
23	Grogna - Guven, 1955-1976.	1 liasse
24	Hartman - Husson, 1890-1976.	1 liasse
25	IDÉLux - Inze, 1961-1985.	1 liasse
26	Jacob - Jullien, 1911-1981.	1 liasse
27	Kauffman - Klepper, 1939-1981.	1 liasse
28	Labbé - Lambert F., 1930-1976.	1 liasse
29	Lambert M. - Laurensis, 1964-1977.	1 liasse
30	Lebailly - Lejeune A., 1950-1976.	1 liasse
31	Lejeune B. - Leroy, 1947-1980.	1 liasse
32	Lieftring - Lutz, 1948-1974.	1 liasse
33	Macaux - Mazay, 1944-1977.	1 liasse
34	Melignon - Milette, 1953-1976.	1 liasse
35	Modard - Moyen, 1919-1976.	1 liasse
36	Nagy - Nosedá, 1929-1975.	1 liasse
37	Olivier - Oreal (L'), 1832-1976.	1 liasse

38	Patro - Petry, 1951-1976.	1 chemise
39	Philippart - Pirsoul, 1945-1976.	1 liasse
40	Plainchamps - Poncelet, 1962-1976.	1 chemise
41	Raty - Rigaux, 1942-1982.	1 liasse
42	Robert - Rossion, 1961-1976.	1 liasse
43	Saillet - Siméon, 1940-1978.	1 liasse
44	Simon - Singlard, 1960-1976.	1 liasse
45	Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV) - Sulbout, 1941-1974.	1 chemise
46	Tacheny - Tock, 1953-1975.	1 chemise
47	Total - Toussaint, 1904-1977.	1 liasse
48	Uberbach - Uyttersprot, 1971-1976.	1 chemise
49	Vanderwilt - Vincent, 1967-1976.	1 chemise
50	Walewyns - Wyser, 1948-1976.	1 liasse
51	Zacchary - Zoetart, 1955-1972.	1 chemise
52	<i>E. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE</i> Dossier relatif au procès qui oppose l'Administration des Finances et la faillite Ba. à plusieurs communes, dont celle de Recogne. 1946-1951.	

1 chemise

53 Dossier relatif à une action en justice intentée par la commune contre un adjudicataire défaillant d'un lot de bois de la vente du 14 novembre 1956. 1957-1958.

1 chemise

54 Courrier émanant de Paul-Henri Dessart, avocat, relatif à l'affaire Ma. 26 mars 1965.

1 pièce

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. TERRITOIRE

55 Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune. 1829-1830. 1 cahier

--- Procès-verbal de la division du territoire de la commune en sections. 1830.

56 Croquis visuels des limites de la commune. [XIXe siècle]. 1 cahier

2. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

57 Dossier relatif à l'affiliation de la commune à l'Intercommunale de distribution d'énergie électrique dans la province de Luxembourg (INTERLUX). 1961-1967. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

Consulter le n° 61 du présent inventaire.

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

58 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal proposant aux autorités supérieures et aux instances ministérielles d'accorder à Camille Henrotte, 2e échevin, les palmes d'argent de l'Ordre de la Couronne, ainsi que la médaille civique de 2e classe, et tableau afférent. 1976. 1 pièce

3. BOURGMESTRE

Consulter le n° 61 du présent inventaire. 1 pièce

C. ORGANISATION DES SERVICES

59 Dossier relatif au remplacement du matériel et du mobilier de l'administration communale disparus par faits de guerre. 1941-1950.

1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

- 60** 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
Dossier relatif au statut pécuniaire, à la fixation du traitement du personnel communal et à l'octroi d'allocations. 1946-1972.
1 chemise
- 61** 2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX
Pièces relatives à la composition de l'administration communale. 1940-1961.
1 chemise
- 62** 3. DOSSIERS DU PERSONNEL
Pièces relatives à la redistribution des préposés communaux au ravitaillement. 1941.
1 chemise
- 63** Dossier individuel de Jean Hannart, secrétaire communal, secrétaire et receveur de la Commission d'assistance publique de Recogne puis du Centre public d'aide sociale de Libramont-Chevigny. 1959-1989.
1 liasse

III. PATRIMOINE

- 64 Dossier relatif à la location du droit de chasse. 1868-1973.
1 liasse
- 65 Livre-sommier des propriétés bâties et non bâties appartenant à la commune. [Première moitié XXe siècle].
1 cahier
- 66 Dossier relatif à l'exploitation des produits forestiers. 1907-1975.
1 liasse
- 67 - 72 DOSSIERS RELATIFS À LA VENTE D'EXCÉDENTS DE VOIRIE ET DE TERRAINS. 1916-1972.*
- 67 Branle M., Delstanche M. et Metz Ch., 1970-1972.
1 chemise
- 68 François E. et Claude, 1916.
1 pièce
- 69 Henneaux L. et Balthazar J., 1947-1948.
1 chemise
- 70 Lamock G., 1969-1972.
1 chemise
- 71 Leclère Augustin, 1916.
1 pièce
- 72 Macaux L. et Genin A., 1967-1970.
1 chemise
- 73 Dossier relatif à la location des biens ruraux appartenant à la commune. 1921-1976.
1 liasse
- 74 Actes et pièces relatives à la concession de terrains communaux. 1928-[seconde moitié XXe siècle].
1 chemise
- 75 - 79 PIÈCES RELATIVES À DES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES RÉALISÉES EN VUE D'EXÉCUTER DES TRAVAUX PUBLICS. 1947-1970.*
- 75 Agrandissement du cimetière de Neuvillers, 1962-1964.
1 chemise

-
- | | | |
|-----|--|-----------|
| 76 | Aménagement du chemin n° 7, 1961. | 1 chemise |
| 77 | Élargissement du champ de visibilité des usagers d'un carrefour, 1969-1970. | 1 chemise |
| 78 | Élargissement et aménagement du chemin n° 1, 1949-1951. | 1 chemise |
| 79 | Établissement du chemin forestier n° 15, 1947-1948. | 1 pièce |
| 448 | Acte notarié de vente à la commune, par Louise Claude, héritière d'Auguste Claude, d'une maison avec aisances, dépendances et jardin, ainsi que d'une maison avec écurie, sises à Neuvillers. 1948. | 1 cahier |
| 80 | Courriers et plan relatifs à un échange de terrains situés à proximité de la maisonnette du point d'arrêt de Neuvillers entre la commune et la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB). 1959. | 1 chemise |
| 81 | Dossier relatif à l'acquisition d'un terrain sis aux lieux-dits " Blancheaux " et " Aux Champs des Goutelles " en vue de le lotir. 1960-1961. | 1 chemise |
| 82 | Pièces relatives à la vente de l'ancienne école des garçons de Neuvillers aux consorts Mouzon. 1961. | 1 chemise |
| 83 | Dossier relatif à la vente de terrains à bâtir appartenant à la commune et situés aux lieux-dits " Blancheaux ", " Aux Champs des Goutelles " et " Derrière le Mont ". 1961-1970. | 1 chemise |
| 84 | Pièces relatives à la vente aux enchères publiques de deux lots de vieux pavés provenant des travaux de modernisation de la voirie intérieure de la commune. 1969. | 1 chemise |
| 85 | Dossier relatif à la cession, à l'État belge, des emprises pour l'aménagement de la route n° 28. 1972-1973. | 1 chemise |
| 86 | Pièces relatives au projet d'alimentation en eau du zoning industriel de Libramont-Recogne. 1973. | |

1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

87 - 90 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1945-1974.
1945-1947.

87		1 chemise
88	1959.	1 chemise
89	1962-1969.	1 liasse
90	1970-1974.	1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

91 - 100 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1963-
1974.

91	Dépenses, 1963.	1 chemise
92	92 - 100 Recettes et dépenses. 1965.	1 liasse
93	1966.	1 chemise
94	1967.	1 liasse
95	1968.	1 chemise
96	1969-1970.	1 liasse
97	1971.	1 liasse

98	1972.	1 liasse
99	1973.	1 liasse
100	1974.	1 liasse
101	3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Pièces relatives aux subsides accordés par l'État pour les travaux de réparation à exécuter à l'église de Neuvillers et à la chapelle de Recogne. 1896.	1 chemise
102	Notes émanant du commissaire d'arrondissement relatif à l'octroi de subsides de l'État pour l'exécution de travaux de voirie et d'hygiène. 1896-1897.	1 chemise
103	Décision ministérielle relative au subside à octroyer pour les travaux d'assèchement de la chapelle de Recogne. 1913.	1 pièce
104	Dossier relatif à l'octroi de subsides de l'État pour l'électrification des écarts ruraux et des fermes isolées. 1950-1966.	1 chemise
105	Dossier relatif à la détermination de la superficie de la voirie communale dans le cadre du Fonds des communes. 1950-1976.	1 chemise
 <i>B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>		
106	1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ Grand-livre des recettes et des dépenses. 1976.	1 chemise
107	2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES États d'honoraires dus à un architecte provincial ainsi qu'à un notaire dans le cadre de travaux. 1855-1860.	1 chemise

108	108 - 134 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1907-1976. 1907.	1 cahier
109	1944.	1 liasse
110	1945.	1 liasse
111	1946.	1 liasse
112	1947.	1 liasse
113	1950.	1 chemise
114	1952.	1 chemise
115	1956.	1 chemise
116	1961.	2 cahiers
117	1962.	1 chemise
118	1963.	1 chemise
119	1965.	1 chemise
120	1966.	1 chemise
121	1967.	2 cahiers
122	1968 (recettes et dépenses).	1 liasse
123	1968 (dépenses).	

		1 liasse
124	1969.	2 cahiers
125	1970.	1 cahier
126	1971.	2 cahiers
127	1972.	2 cahiers
128	1973.	2 cahiers
129	1974 (recettes et dépenses).	1 liasse
130	1974 (dépenses).	1 liasse
131	1974 (dépenses).	1 liasse
132	1975.	2 cahiers
133	1976 (recettes et dépenses).	1 liasse
134	1976 (dépenses).	1 liasse
135	<i>135 - 137 COMPTES ANNUELS. 1945-1976.</i> 1945-1947.	1 chemise
136	1966, 1968-1969.	1 chemise
137	1970, 1974-1976.	1 liasse

-
- 138 3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR
Dossier relatif à Joseph Hubert et sa fonction de receveur communal. 1851-1861. 1 chemise
- C. IMPOSITIONS, TAXES ET REDEVANCES*
- 139 139 - 140 MATRICES DE RÔLES POUR LA CONTRIBUTION FONCIÈRE. 1819-1832.
Volume 1 (art. 1-260), 1819. 1 volume
- 140 Volume 2 (art. 261-452), 1821-1832. 1 volume
- 141 Pièces relatives à la fixation des frais, puis d'une redevance pour les réparations de compteurs d'eau. 1960-1963. 1 chemise
- 142 Pièces relatives à la fixation d'une redevance sur la consommation d'eau de la distribution. 1965. 1 chemise
- D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
- 143 Table alphabétique des propriétaires compris dans la matrice cadastrale pour les propriétés non bâties. 1819. 1 cahier
- États de classement des propriétés non bâties des sections A (Recogne) et B (Neuvillers). [1823].
- 144 Tableau des propriétés bâties sur le territoire de la commune. 1827-1828. 2 pièces
- Livres-journaux des mutations. 1832-1841.
- 145 Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties, ainsi que leurs contenance, classement et évaluation cadastrales, pour la section A, dite de Recogne et la section B, dite de Neuvillers. 1845. 1 volume
- 146 Croquis d'arpentage des nouvelles parcelles résultant de changements de limites. 1845-1857.

1 liasse

- 147 Table indiquant les numéros de parcelles du plan primitif et leur renvoi aux articles de la matrice cadastrale de Recogne. 1845-1881.
1 volume
- 148 Registre indiquant les quotités proportionnelles du classement des parcelles pour lesquelles ces indications n'ont pu, à défaut d'espace, être portées dans les colonnes à ce destinées du tableau indicatif supplémentaire et de la matrice cadastrale. 1845-1919.
1 cahier
- 149 Courrier émanant du contrôleur des Contributions et du Cadastre relatif aux expertises cadastrales des parcelles qui doivent être imposées à la contribution foncière par suite de mutations. 1847.
1 pièce
- 150 Tableau indicatif des propriétaires et des propriétés bâties de la commune. [Première moitié XIXe siècle].
1 volume
- 151 États des parcelles à expertiser. 1867-1877.
1 chemise
- 152 Registre aux réclamations. 1877-1939.
1 pièce
- 153 Tableaux contenant l'évaluation des propriétés non bâties de plusieurs communes d'après les expertises admises provisoirement. [XIXe siècle].
1 pièce
- 154 154 - 159 MATRICES CADASTRALES. [XIXE SIÈCLE-XXE SIÈCLE].
Volume 1 (articles 1-261).
1 volume
- 155 Volume 2 (articles 262-361).
1 volume
- 156 Volume 3 (articles 362-466).
1 volume
- 157 Volume 4 (articles 467-714).
1 volume
- 158 Volume 5 (articles 715-941).

		1 volume
159	Volume 6 (articles 942-1208).	1 volume
160	160 - 161 ÉTATS DES COPROPRIÉTAIRES DES PROPRIÉTÉS POSSÉDÉES PAR INDIVIS DANS LA COMMUNE. [XIXE SIÈCLE-XXE SIÈCLE]. Volume 1, [XIXe siècle].	1 volume
161	Volume 2, [XIXe siècle-XXe siècle].	1 volume
162	Extrait du plan cadastral de la commune de Recogne, section A. 1952.	1 pièce

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

- 163 Jugement rendu par le Tribunal civil de première instance relatif à l'acte de naissance de Jean-Baptiste Bossicart, non inscrit dans les registres de l'état civil. 1892. 1 chemise

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 164 Procès-verbal et arrêté d'exhumation. 1946. 2 pièces
- 165 Pièces relatives à l'octroi de concessions de cimetière. 1947, 1973. 1 chemise

C. AUTRES DOCUMENTS

166 - 171 EXTRAITS D'ACTES D'ÉTAT CIVIL ÉMANANT D'AUTRES COMMUNES OU DE L'ÉTRANGER. 1880-1935.

- 166 Angleterre, 1919. 2 pièces
- 167 France, 1880-1935. 1 chemise
- 168 Grand-Duché de Luxembourg, 1901-1918. 2 pièces
- 169 Liège (province), 1923-1931. 1 chemise
- 170 Luxembourg (province), 1911-1934. 1 chemise
- 171 Namur (province), 1906-1929. 1 chemise
- 172 172 - 180 REGISTRES AUX ACTES DE NATIONALITÉ. 1895-1958. 1895. 1 pièce
- 173 1914. 1 pièce

174	1926.	1 pièce
175	1932.	2 pièces
176	1939.	1 pièce
177	1945.	1 pièce
178	1951.	1 pièce
179	1952.	1 pièce
180	1958.	1 pièce
181	Extrait du registre aux actes de naturalité relatif à Jean Adolphe Ney. 1896.	1 pièce
182	Certificats délivrés par le directeur des Affaires civiles et du Sceau dans le cadre de la Convention conclue entre la France et la Belgique le 30 juillet 1891. 1899-1912.	1 chemise
183	Courrier émanant du greffier provincial relatif à la nationalité de C.H. Bonnécuelle. 1914.	1 pièce
184	Expédition conforme d'un jugement rendu par le Tribunal civil de première instance de Neufchâteau dans le cadre de la déclaration d'option introduite par B. Du. dans le but d'obtenir la qualité de Belge. 1926.	1 pièce
185	185 - 186 REGISTRES AUX ACTES D'ADOPTION. 1932, 1943. 1932.	1 pièce
186	1943.	1 pièce

187	Expédition de l'acte mortuaire de François-Joseph Mouzon, décédé à Salon (Aube, France), et courrier demandant au bourgmestre sa transcription dans les registres de l'état civil. 1941.	2 pièces
188	Pièces relatives à l'octroi de la grande naturalisation à M. Ne. 1952.	1 chemise
189	189 - 197 DOSSIERS RELATIFS AUX MARIAGES. 1975-1976. Le. B. et Fr. Y. (n° 1), 1975-1976.	1 chemise
190	Le. L. et Wa. M. (n° 2), 1976.	1 chemise
191	La. J. et La. M.-C. (n° 3), 1976.	1 chemise
192	Co. José et La. F. (n° 4), 1976.	1 chemise
193	Is. J.-P. et To. M. (n° 5), 1976.	1 chemise
194	Gu. V. et Du. M.-C. (n° 6), 1976.	1 chemise
195	Mo. J. et Mi. C. (n° 7), 1976.	1 chemise
196	Go. C. et Ge. J. (n° 8), 1976.	1 chemise
197	An. A. et Mi. L. (n° 9), 1975-1976.	1 chemise

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

198 - 199 TABLEAUX STATISTIQUES RELATIFS AUX MOUVEMENTS
DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1956-1962.

- 198 1956-1959. 1 chemise
- 199 1960-1962. 1 chemise

B. REGISTRES DE LA POPULATION ET MOUVEMENTS DE LA
POPULATION200 - 204 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1960.
1847-1866.

- 200 1847-1866. 1 volume
- 201 [1867]. 1 volume
- 202 1901-1910. 1 volume
- 203 1921-1930. 1 volume
- 204 1948-1960. 1 volume
- 205 205 - 219 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1980.
1847-1866. 1 volume
- 206 1867-1891 (volume 1, fol. 1-280). 1 volume
- 207 1891-1900 (volume 2, fol. 281-499). 1 volume
- 208 1901-1910 (volume 1, fol. 1-140). 1 volume
- 209 1901-1910 (volume 2, fol. 141-220).

		1 volume
210	1921-1930 (fol. 1-209).	1 volume
211	1931-1948 (vol. 1, fol. 1-193).	1 volume
212	1931-1948 (vol. 2, fol. 201-300).	1 volume
213	1948-1960 (vol. 1, fol. 1-150).	1 volume
214	1948-1960 (vol. 2, fol. 151-338).	1 volume
215	1961-1970 (vol. 1, fol. 1-379).	1 volume
216	1961-1970 (vol. 2, fol. 451-769).	1 volume
217	1971-1980 (vol. 1, fol. 1-261).	1 volume
218	1971-1980 (vol. 2, fol. 271-521).	1 volume
219	1971-1980 (vol. 3, fol. 523-803).	1 volume
220	220 - 222 REGISTRES DES ENTRÉES DE POPULATION. 1893-1976. 1893-1902.	1 chemise
221	1902-1972.	1 volume
222	1972-1976.	1 volume
223	Registre spécial des étrangers. 1925-1930.	1 volume
224	Dossier relatif aux étrangers ayant résidé dans la commune. 1939-1965.	

		1 chemise
225	Registre contenant des bulletins d'étrangers. 1939-1974.	1 volume
226	Registre des sorties de population. 1970-1976.	1 volume
227	Avis et certificats de changement de résidence. 1976.	1 chemise

C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

228 - 235 CERTIFICATS ET AVIS DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE.
1948-1976.

228	228 - 231 ENTRÉES. 1948-1949.	1 chemise
229	1950-1959.	1 liasse
230	1960-1969.	1 liasse
231	1970-1975.	1 chemise
232	232 - 235 SORTIES. 1948-1949.	1 chemise
233	1950-1959.	1 liasse
234	1960-1969.	1 liasse
235	1970-1976.	1 liasse
236	Bordereaux établis suite au recensement général de la population au 31 décembre 1961. 1962.	1 chemise

- 237** Courrier émanant de l'Institut national de statistique (INS) informant le bourgmestre du chiffre officiel de la population au 31 décembre 1961. 1962. 1 pièce
- 238** Listes de noms de particuliers résidant à Recogne ainsi qu'à Neuvillers accompagnés de leur date de naissance ou de leur âge. [XXe siècle]. 1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

239 - 245 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET AUX CONSEILS COMMUNAUX. 1952-1971.

239	1952-1954.	1 cahier
240	1954-1956.	1 cahier
241	1956-1958.	1 cahier
242	1958-1960.	1 cahier
243	1960-1962.	1 cahier
244	1962-1964.	1 cahier
245	1964-1966.	1 cahier
449	1966-1968.	1 cahier
450	1969-1971.	1 cahier
246	Liste électorale complémentaire dressée pour les années 1958 à 1960. [1957 ?].	1 cahier
247	Liste nominative des électeurs les moins âgés ayant au moins 30 ans le jour des élections législatives du 1er juin 1958. [1958 ?].	1 pièce

B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

248 - 255 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1921-1964.
24 avril 1921.

248

1 pièce

249 10 octobre 1926.

1 pièce

250 9 octobre 1932.

1 chemise

251 9 octobre 1938.

1 chemise

252 24 novembre 1946.

1 chemise

253 12 octobre 1952.

1 chemise

254 12 octobre 1958.

1 chemise

255 11 octobre 1964.

1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

1. 1817-1923

--- *LISTES ALPHABÉTIQUES. 1818-1893.*
1818, 1828.

--- 1833-1842.

--- 1843-1852.

--- 1853-1862.

--- 1863-1872.

--- 1873-1882.

--- 1883-1893.

256 *256 - 263 REGISTRES D'INSCRIPTION. 1818-1910.*
1818, 1828.

1 volume

257 1833-1842.

1 volume

258 1843-1852.

1 volume

259 1853-1862.

1 volume

260 1863-1872.

1 volume

261 1873-1882.

1 volume

262 1883-1893.

1 volume

263 1910.

1 cahier

--- RELEVÉS NOMINATIFS DES PERSONNES EXEMPTÉES DU SERVICE DE LA MILICE, POUR UNE ANNÉE OU DÉFINITIVEMENT, PAR LE CONSEIL DE MILICE. 1828-1838.

--- 1828.

--- 1835-1838.

--- ÉTATS NOMINATIFS DES MILICIENS QUI, PORTEURS DE NUMÉROS DÉPASSÉS PAR LES CONTINGENTS, SONT DANS LE CAS DE JUSTIFIER DE LEURS DROITS À L'EXEMPTION, ET DOIVENT PAR CONSÉQUENT ÊTRE REPORTÉS ALPHABÉTIQUEMENT SUR LES LISTES ET NON SUR LES REGISTRES D'INSCRIPTION. 1829-1845.

--- 1829.

--- 1831-1845.

--- Certificat d'exemption dressé au nom de Pierre-Joseph Claude. 1832.

--- Relevés nominatifs des hommes qui, appartenant à cette commune, ont été incorporés dans la milice nationale. 1833-1843.

264 Registre d'inscription des relevés des décisions rendues en matière de milice par les conseils de milice et par la Députation permanente du Conseil provincial. 1850-1868.

1 cahier

265 Registre contenant les noms des miliciens arrivés dans la commune, par congé limité ou illimité de leurs corps. [1856 ?]-1865.

1 volume

266 États des miliciens que la Députation permanente a exemptés ou exclus. 1872.

1 chemise

267 État des miliciens dont la désignation pour le service a été prononcée par la Députation permanente. 1872.

1 pièce

268 États nominatifs des hommes appelés au service et présentés au gouverneur de la province pour faire partie du contingent imposé au canton. 1873-1892.

1 chemise

---	--- LISTES DES AJOURNÉS ET DES DISPENSÉS. 1873-1893. 1873-1881.	
---	1886-1893.	
	2. 1924-1976	
269	269 - 274 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1925-1978. 1925-1929.	1 chemise
270	1930-1939.	1 liasse
271	1940-1949.	1 liasse
272	1950-1959.	1 liasse
273	1960-1969.	1 liasse
274	1970-1978.	1 liasse
275	Dossier relatif aux demandes d'indemnités de milice. 1956-1962.	1 chemise
276	Listes nominatives des militaires rappelés sous les armes. 1957-1959.	1 chemise
277	277 - 279 RELEVÉS DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS LA SITUATION DES MILITAIRES. 1957-1966. 1957-1959.	1 cahier
278	1959-1961.	1 cahier
279	1962-1966.	1 cahier
280	Liste nominative des miliciens appelés à comparaître au Centre de	

recrutement et de sélection (CRS). 1958.

1 pièce

B. GUERRES ET CONSÉQUENCES

- 281 Pièces relatives aux déportés et prisonniers civils. 1916-1922.
1 chemise
- 282 Expéditions de jugements déclarants constants les décès de Lucien Pigeot et Charles-Henri-Louis-Clément Olivier, morts pour la Belgique et note du procureur du Roi afférente. 1924.
1 chemise
- 283 Courrier émanant d'Arthur (?) et destiné à Joseph (?) relayant la condamnation à mort par contumace d'un patriote portant le prénom de Louis. [1940-1945 ?].
2 pièces
- 284 Dossier relatif au creusement de tranchées, à leur remblayage et à la démolition de ruines. 1940-1946.
1 chemise
- 285 Circulaires et courriers relatifs à la Seconde Guerre mondiale. 1940-1949.
1 chemise
- 286 Dossier relatif à l'exhumation, l'identification, le transport et l'inhumation de militaires français tombés sur le territoire de la commune. 1940-1949.
1 chemise
- 287 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif aux colis mis à disposition des prisonniers. 1941.
1 pièce
- 288 Pièces relatives aux dommages de guerres subis par des particuliers. 1941-1958.
1 chemise
- 289 Pièces relatives aux prisonniers de guerre. 1942-1945.
1 chemise
- 290 Pièces relatives au rapatriement des corps des prisonniers politiques décédés en Allemagne. 1943-1947.
1 chemise
- 291 Courriers envoyés par le Service d'Identification et de Recherches et par un représentant de l'Amicale de Bertrix de l'Armée Belge des

-
- Partisans relatifs aux habitants décédés au camp de Neuengamme (Allemagne). 1944-1947. 1 chemise
- 292 Formulaire contenant l'évaluation des dommages de guerre subis par les infrastructures communales. 1945. 1 pièce
- 293 Courrier émanant du gouverneur de la province demandant au bourgmestre de lui fournir l'identité des morts de tous les groupements de Résistance et les combattants décédés au cours de la campagne 1940-1945. 1946. 2 pièces
- 294 Pièces relatives à l'aide aux sinistrés. 1946-1947. 1 chemise
- 295 Dossier relatif aux dommages de guerre occasionnés aux écoles de Recogne et Neuvillers. 1946-1954. 1 chemise
- 296 - 299 DOSSIERS CONTENANT DES RECONNAISSANCES DE STATUTS NÉS DE LA GUERRE. 1949-1954.
- 296 Déporté pour le travail obligatoire, 1953. 1 pièce
- 297 Réfractaire au travail obligatoire, 1949-1954. 1 chemise
- 298 Résistant civil, 1954. 1 pièce
- 299 Prisonnier politique, 1949-1953. 1 chemise
- 300 Courrier émanant des Éditions A. Vansteenbruggen et listes des souscripteurs relatifs aux tableaux des victimes de la guerre. [Première moitié XXe siècle]. 1 chemise
- 301 Pièces relatives à la demande introduites par Léon Poncin en vue d'obtenir le remboursement des frais de rapatriement des restes mortels de son fils, combattant effectif appartenant au régiment des Chasseurs ardennais. 1952. 1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

- 302** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal visant à réprimer les actes de maraudage ainsi que de sauvegarder l'ordre et la sécurité publics. 1912.
1 pièce
- 303** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant règlement sur le curage et le nettoyage des canaux d'assainissement et d'irrigation des prairies, des eaux poissonneuses et des fossés. 1912-1913.
1 pièce
- 304** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant règlement sur la police des cabarets. 1914.
1 pièce
- 305** Pièces relatives au commerce ambulant. 1947-1977.
1 chemise
- 306** Listes des personnes qui font habituellement des transactions pour lesquelles on emploie des poids, mesures ou instruments de pesage, ou qui font, à l'aide de ces instruments, des perceptions à charge des particuliers. 1966, 1968.
2 pièces

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. ABATTOIR COMMUNAL

- 307 Dossier relatif à l'abattoir érigé par François Hartman puis déclaré comme abattoir public suite à un arrangement entre le premier nommé et la commune. 1954-1960. 1 chemise

B. DÉPÔTS D'IMMONDICES

- 308 Dossier relatif aux dépôts d'immondices sis aux lieux-dits " Beleigne " et " Serpont ". 1970-1975. 1 chemise

C. LUTTE CONTRE LES MALADIES

- 309 Registre des enfants vaccinés. 1949-1967. 1 volume

D. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

- 310 - 311 CARNETS DE RÉCÉPISSÉS DE DÉCLARATIONS D'ABATTAGE D'ANIMAUX. 1952-1968.
- 310 Consommation personnelle, 1952-1953. 1 cahier
- 311 Consommation publique, 1964-1968. 1 cahier
- 312 Registre des déclarations d'abattage d'animaux obligatoirement soumis à l'expertise. 1960. 1 cahier
- 313 Dossier relatif à la désignation d'un expert des viandes, d'un agent chargé du recueillement des déclarations d'abattage et de la perception des frais d'expertises ainsi qu'à la fixation des droits d'expertise. 1960-1969. 1 chemise
- ### E. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES
- 314 Registre pour l'inscription des déclarations de propriétaires d'animaux atteints de maladies contagieuses. 1947-1958. 1 cahier

- 315 Liste des particuliers ayant abattu des renards, putois et belettes, et courrier émanant de l'inspecteur de l'Administration des Eaux et Forêts relatifs à l'abrogation de l'arrêté prévoyant une prime pour la destruction de ces animaux. 1955.
2 pièces
- F. ANALYSE DE L'EAU POTABLE*
- 316 Rapports d'analyse de l'eau de captage et de distribution d'eau. 1966-1967.
1 chemise
- G. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES*
- 317 Registre aux arrêtés du Collège des bourgmestres et échevins relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes. 1913-1928.
1 volume
- 318 Registre aux autorisations des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. 1931-1932.
1 volume
- 319 Courrier émanant de la SA Distrigaz relatif au placement d'une antenne et d'un émetteur-récepteur sur le château d'eau. 1975.
1 pièce
- H. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT*
- 320 Courrier émanant de l'ingénieur en chef et directeur de la Direction du Service technique provincial priant le bourgmestre de lui fournir des renseignements dans le cadre du jaugeage des cours d'eau et réponse. 1957.
2 pièces

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

- 321 Pièces relatives au nettoyage des écoles, des églises et des cimetières. 1946-1954. 1 chemise
- 322 Dossier relatif à l'adjudication du voiturage et du sciage du bois des écoles, du transport des terres de voirie et du déblai des neiges. 1951-1968. 1 chemise

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. GÉNÉRALITÉS

- 323 Dossier relatif au projet de restauration du logement de l'instituteur et du presbytère, endommagés par faits de guerre. 1944-1955. 1 chemise
- 324 Dossier relatif aux travaux de transformation et de restauration de l'école communale mixte et de la maison communale endommagées par faits de guerre. 1947-1966. 1 liasse

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 325 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'exécution de travaux urgents à réaliser dans les locaux de l'administration communale. 1949. 1 pièce
- 326 Dossier relatif aux travaux de construction de la nouvelle maison communale. 1965-1974. 1 liasse

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA SANTÉ PUBLIQUE

- 327 Dossier relatif à l'établissement d'une chambre de sulfuration pour le traitement des animaux atteints de la gale. 1948-1949. 1 chemise

4. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT ET ANNEXES

A. NEUVILLERS

- 328 Dossier relatif à la construction d'une école primaire communale. 1946-1962. 1 liasse
- 329 Dossier relatif à la démolition de l'ancienne école des filles. 1960. 1 chemise
- 330 Dossier relatif aux travaux de peinture réalisés au complexe. 1965-1967. 1 chemise
- B. RECOGNE*
- 331 Convention établie entre le Collège échevinal et René Macoir, entrepreneur, relative à la réception provisoire des travaux réalisés à l'école mixte. 1962. 1 pièce
- 332 Plan dressé dans le cadre des travaux de protection de fenêtres à l'école. 1963-1964. 1 pièce

5. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE ET ANNEXES

A. NEUVILLERS

- 333 Courriers relatifs à la requête introduite par les habitants de la section de Recogne tendant à être dispensés de contribuer aux frais de la construction de l'église de Neuvillers. 1847. 2 pièces
- 334 Dossier relatif aux travaux de réparation des dommages causés par faits de guerre aux édifices du culte. 1946-1966. 1 liasse
- 335 Dossier relatif à la restauration des presbytères de la commune, endommagés par faits de guerre. 1947-1966. 1 chemise
- 336 Dossier relatif au remplacement des douze cloches enlevées par les Allemands dans l'église. 1948-1952. 1 chemise
- 337 Dossier relatif aux travaux de protection du fenestrage de l'église.

-
- 1962-1965. 1 chemise
- 338 Dossier relatif à la restauration du presbytère. 1965-1968. 1 liasse
- 339 Pièces relatives à la restauration des vitraux de l'église suite à des dommages de guerre et plus spécialement à l'aspect financier desdits travaux. 1966-1967. 1 chemise
- B. RECOGNE*
- 340 Pièces relatives à la construction d'un nouveau presbytère. 1963. 1 chemise
- 341 Dossier relatif à la transformation et à l'aménagement d'un logement communal et plus précisément du presbytère. 1963-1967. 1 chemise
- 342 Dossier relatif à la démolition du presbytère. 1966-1969. 1 chemise
6. CIMETIÈRES
- 343 Dossier relatif à la reconstruction et à l'agrandissement du cimetière de Neuvillers, à l'élargissement consécutif du chemin d'accès ainsi qu'aux travaux de réparation des murs du cimetière de Recogne. 1926-1930. 1 chemise
- 344 Dossier relatif à l'aménagement des allées des cimetières de Recogne et Neuvillers. 1966-1969. 1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS, ETC.)*
- 345 Plan pour la construction de filets d'eau le long du chemin n° 6 et pour l'assainissement des abords de l'abreuvoir public existant le long du chemin n° 14. 1896. 1 pièce
- 346 Plans et copie de l'arrêté royal du 13 juin 1939 relatif à l'adoption d'un plan général d'alignement pour les chemins améliorés dans la section de Neuvillers. 1938-1939. 1 chemise

-
- 347 Dossier relatif à la création d'un chemin forestier au lieu-dit " Mochamps ". 1939-1952. 1 chemise
- 348 Dossier relatif à l'amélioration du chemin n° 2, de Neuvillers vers Saint-Pierre. 1941. 1 chemise
- 349 Dossier relatif aux travaux de réparation et d'amélioration des 1ère et 2e sections du chemin de grande communication n° 85 et du chemin n° 4 suite à des dégâts de dégel et de dommages de guerre. 1941-1952. 1 liasse
- 350 Dossier relatif aux travaux réalisés sur le chemin forestier intercommunal de Beleigne. 1941-1967. 1 chemise
- 351 Dossier relatif à l'amélioration des chemins n° 6 dit " de Rossart ", n° 35 de " Jocqueret " et du chemin n° 39 sur la section de Neuvillers. 1942. 1 chemise
- 352 Dossier relatif à l'amélioration des chemins agricoles n° 9, chemin de Blancheau, chemin du cimetière et chemin n° 25 au lieu-dit " Serpont ". 1942. 1 chemise
- 353 Dossier relatif à la réfection du chemin de grande communication n° 94 et de son entretien. 1945-1958. 1 chemise
- 354 Copie de l'arrêté du Régent du 13 janvier 1948 modifiant, pour la traverse de Recogne, les indications du tableau annexé à l'arrêté royal du 29 juillet 1937 relatif à l'application de la servitude " non aedificandi " aux propriétés riveraines des routes de l'État dans la province de Luxembourg et note du greffier provincial. 1948. 2 pièces
- 355 Dossier relatif aux travaux de réparation et de modernisation du chemin du Serpont. 1950-1966. 1 chemise
- 356 Décision du Ministère des Travaux publics relative à une demande introduite par la commune en vue d'établir le raccordement d'un chemin forestier empierré à la route de l'État n° 28 d'Aix à Sedan, côté droit. 1951. 2 pièces

-
- 357 Dossier relatif aux travaux de construction et d'amélioration du chemin n° 8, dit " La Voie de Bertrix " à Neuvillers. 1951-1954.
1 chemise
- 358 Dossier relatif au projet d'éclairage et de signalisation lumineuse du carrefour de l'Étoile. 1956-1963.
1 chemise
- 359 Dossier relatif à la modernisation du chemin n° 7, reliant Neuvillers à Grandvoir. 1957-1962.
1 liasse
- 360 Convention signée entre la commune et l'État belge se rapportant à l'établissement d'îlots directionnels pour canaliser la circulation au carrefour des routes n° 26, 28 et 48. 1959.
1 pièce
- 361 Procès-verbal d'adjudication relatif à l'amélioration des chemins n° 6, 9, 23 et 39. 1959.
1 pièce
- 362 Pièces relatives au reclassement du chemin de Libramont à Montplainchamps. 1960.
1 chemise
- 363 Pièces relatives à la réparation des dommages de guerre et à la réfection extraordinaire du chemin de grande communication n° 94. 1962.
1 chemise
- 364 Dossier relatif aux travaux d'entretien ordinaire des chemins de grande communication n° 85 et 94. 1962-1963.
1 chemise
- 365 Dossier relatif aux travaux d'amélioration de divers chemins. 1962-1965.
1 chemise
- 366 Dossier relatif à l'aménagement des rues, à la construction d'égouts et à l'extension de la distribution d'eau au lotissement de " Blancheau ". 1962-1969.
1 liasse
- 367 Dossier relatif à l'amélioration des chemins agricoles dits " Chemin des Frênes ", " Les Corettes " et " Blancheau ". 1964-1972.
1 chemise
- 368 Pièces relatives au classement des chemins vicinaux n° 19, 20 et

27 sur Orgeo, n° 62 sur Jéhonville et n° 27 sur Recogne en chemin de grande communication. 1965-1967.

1 chemise

369 Dossier relatif à la modernisation du chemin de grande communication n° 351 reliant Luchy à Rossart. 1965-1973.

1 chemise

370 Dossier relatif à la modernisation du chemin de grande communication n° 94 vers Ochamps. 1966-1975.

1 chemise

371 Procès-verbal de réception des travaux d'empierrement du chemin forestier de " Bernihet ". 1967.

1 pièce

372 Dossier relatif au creusement du coffre de la voirie dans le lotissement de " Blancheau ". 1967-1968.

1 chemise

373 Dossier relatif à l'amélioration de divers chemins agricoles avec l'intervention du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA). 1969-1973.

1 chemise

374 Dossier relatif à la mise à quatre voies de circulation et à la modernisation de la route n° 28 entre Warinsart et Saint-Hubert ainsi qu'aux expropriations réalisées pour ces travaux. 1974-1976.

1 liasse

375 Devis, cahier spécial des charges et plans relatifs aux travaux d'amélioration du chemin agricole n° 15. [Seconde moitié XXe siècle].

1 chemise

D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

376 Pièces relatives aux tableaux descriptifs et aux plans de détail des cours d'eau non navigables ni flottables. 1957-1960.

1 chemise

E. TRAVAUX FORESTIERS

377 Dossier relatif aux travaux forestiers et plus spécialement aux travaux de boisement, de dégagement, de pose de clôtures et de voirie forestière. 1933-1967.

1 chemise

F. TRAVAUX CONCERNANT LES CONCESSIONS DE VOIRIE POUR LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

378 - 384 DOSSIERS RELATIFS AU PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UNE DISTRIBUTION D'EAU DANS LES COMMUNES DE RECOGNE ET SAINT-PIERRE. 1946-1969.

- | | | |
|-----|---|-----------|
| 378 | Captage et station de pompage, 1952-1957. | 1 chemise |
| 379 | Château d'eau, 1949-1957. | 1 liasse |
| 380 | Conduite de refoulement, 1953-1959. | 1 chemise |
| 381 | Électrification de la station de pompage, 1950-1955. | 1 chemise |
| 382 | Généralités, 1946-1966. | 1 liasse |
| 383 | Machines élévatoires, 1953-1969. | 1 chemise |
| 384 | Réseau distributeur, 1954-1956. | 1 chemise |
| 385 | Pièces relatives à l'extension de la distribution d'eau sur la route de Grandvoir afin d'alimenter une maison de repos et de santé pour personnes âgées et aisées. 1967-1968. | 1 chemise |
| 386 | Dossier relatif à l'extension de la distribution d'eau vers Verlaine ainsi qu'à la cession d'eau de la distribution. 1968. | 1 chemise |
| 387 | Pièces relatives à l'extension de la distribution d'eau, route de Neuvillers et rue Notre-Dame. 1976-1977. | 1 chemise |
| 388 | 2. DISTRIBUTION DE GAZ
Dossier relatif à l'établissement d'une conduite de gaz sur le territoire de la commune. 1970-1980. | 1 liasse |

-
- 389** 3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif aux travaux de réparation des dommages de guerre au réseau de distribution d'énergie électrique. 1941-1958.
1 liasse
- 390** Pièces relatives aux travaux réalisés sur le réseau d'éclairage électrique. 1946-1968.
1 chemise
- 391** Dossier relatif à l'extension du réseau électrique et à l'électrification des écarts. 1946-1970.
1 liasse
- 392** Pièces relatives au renouvellement d'un certain nombre de supports en bois du réseau communal de basse tension. 1960.
1 chemise
- 393** Dossier relatif au placement de l'éclairage public et de l'extension du réseau basse tension au lotissement de " Blancheau ". 1964-1968.
1 chemise
- 394** Mémoire contenant les éléments d'information et de comparaison des diverses possibilités de distribution d'énergie électrique sur le territoire de la commune. 1966.
1 cahier
- 395** 4. TÉLÉPHONE
Dossier relatif aux travaux exécutés par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (RTT) sur le territoire communal. 1947-1976.
1 liasse
- 396** 5. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif à la reconstruction du passage supérieur situé à la cumulée 3.315 de la ligne de chemin de fer n° 165, détruit par faits de guerre. 1945-1971.
1 chemise
- G. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 397** 1. PLANS
Brochure du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie relative aux terrains à destination industrielle de la zone de

Libramont-Recogne. 1963.

1 cahier

2. PERMIS DE BÂTIR

--- Dossier relatif à la demande de permis de bâtir introduite par Jean Hannart. 1962.

398 Dossier relatif à la demande de permis de bâtir introduite par la SA Distrigaz en vue de construire une station de détente de gaz naturel. 1971-1974.

1 chemise

399 Dossier introduit par l'Administration des Ponts et Chaussées tendant à obtenir l'autorisation de bâtir deux silos pour fondants chimiques en bordure de la route de Saint-Hubert. 1972.

1 chemise

3. PERMIS DE LOTIR

--- Prescriptions urbanistiques d'un lotissement sis section A, n° 352b et 398a. 1962.

4. PERMISSIONS DE VOIRIE ET ALIGNEMENTS

400 Arrêté royal relatif à la demande introduite par la SA Compagnie luxembourgeoise d'électricité tendant à obtenir une permission de voirie pour l'établissement d'une ligne électrique sur le territoire communal, courrier émanant du directeur général de l'Office de l'Électricité et plans afférents. 1927.

1 chemise

401 Pièces relatives aux demandes introduites par des tiers en vue d'obtenir l'autorisation d'établir des trottoirs et des haies vives dans le respect des alignements. 1938-1952.

1 chemise

5. EXPROPRIATIONS

402 Pièces relatives à l'expropriation de parcelles par l'État pour les besoins de la Station de sélection de la pomme de terre. 1951.

1 chemise

H. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES

403 Courriers émanant d'un membre de la Commission des Monuments et des Sites invitant le bourgmestre à faire évacuer un dépôt de ferrailles situé au grand carrefour de Recogne. 1948.

2 pièces

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

404 Dossier relatif à l'instruction publique. 1910-1960. 1 chemise

405 Rapports mensuels de l'inspection médicale scolaire. 1939-1955. 1 chemise

406 Palmarès des élèves de l'Institut Saint-Joseph de Bastogne pour l'année 1951-1952 envoyé au bourgmestre de Recogne par l'organe trimestriel de l'association des anciens élèves des Frères de Bastogne. 1952. 1 cahier

B. ORGANISATION

407 Règlement et programme d'études des écoles primaires de Recogne et Neuvillers. 1897. 1 cahier

C. BÂTIMENTS

408 États de situation des maisons d'école de Neuvillers et de Recogne ainsi que de leurs dépendances. 1873. 2 pièces

D. ÉQUIPEMENT

409 Inventaires des livres et autres fournitures à l'usage des élèves indigents admis dans les écoles de Neuvillers et de Recogne. 1873. 2 pièces

410 Inventaires du mobilier des écoles primaires communales. 1873. 2 pièces

411 Dossier relatif à l'achat de fournitures et de manuels pour les écoles de Recogne et Neuvillers. 1943-1953. 1 chemise

E. FINANCES

412 Dossier relatif aux subsides octroyés aux écoles de la commune. 1917-1953. 1 chemise

F. OBLIGATION SCOLAIRE

- 413 Liste des enfants inscrits à l'école communale des garçons pour l'année scolaire 1946-1947. 1947. 1 pièce
- 414 Liste des enfants en âge de fréquenter l'école gardienne. 1956. 2 pièces

XIII. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET ÉLEVAGE

- 415 Autorisation de pâturage dans la forêt de Beleigne. 1853. 1 pièce
- 416 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la lutte contre les mulots et campagnols. 1949-1950. 2 pièces
- 417 Déclaration émanant de Jean Zéler dans le cadre de la location de fusils pour la destruction de souris. 1952. 1 pièce
- 418 Liste des détenteurs de bovins de la commune au 28 avril 1956 transmise à l'inspecteur vétérinaire et courrier émanant de ce dernier demandant des renseignements complémentaires. 1956. 2 pièces
- 419 Dossier relatif à l'octroi d'un subside communal pour le placement d'abreuvoirs automatiques. 1956-1965. 1 chemise
- 420 Courrier adressé au Service de l'assainissement monétaire relatif à la demande introduite par Maurice Borcy, cultivateur, en vue de bénéficier des mesures prévues par l'arrêté ministériel relatif aux modalités de rachat d'obligation de l'emprunt d'assainissement monétaire en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse. 1960. 1 pièce
- 421 Dossier relatif à l'octroi de subventions liées aux céréales fourragères. 1960-1962. 1 chemise
- 422 Dossier relatif à la délimitation des zones agricoles et forestières. 1963-1967. 1 chemise
- B. INDUSTRIE, ARTISANAT ET COMMERCE*
- 423 Courrier émanant du Gouvernement provincial priant le bourgmestre de fournir des renseignements sur les industries occupant plus et moins de cinq personnes et réponse. 1950. 2 pièces

C. CIRCULATION

- 424 Pièces relatives à la demande introduite par les autorités communales d'installer des abris pour voyageurs aux points d'arrêts de Recogne et de Neuvillers. 1947-1949. 1 chemise

D. APPROVISIONNEMENT

- 425 Pièces relatives à la concession de fourniture d'énergie électrique. 1927-1961. 1 chemise
- 426 Courriers émanant du directeur de la SA Compagnie luxembourgeoise d'électricité relatif au prix appliqué pour l'éclairage. 1945. 1 pièce
- 427 Pièces relatives à la convention signée entre les communes de Saint-Pierre et de Recogne dans le cadre de la distribution d'eau. 1971-1972. 1 chemise

XIV. SOCIAL

A. AFFAIRES SOCIALES

428 Formulaire de demande de subventions introduite par un particulier auprès des autorités provinciales en vue de l'amélioration de son logement. 1952.

1 pièce

B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

429 Formulaires de demande d'occuper un travailleur étranger. 1956-1965.

1 chemise

430 Dossier relatif aux attestations d'activité délivrées par l'administration communale. 1961-1969.

1 chemise

XV. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE
Consulter le n° 63 du présent inventaire.

XVI. FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE DE NEUVILLERS

A. PERSONNEL

- 431 Procès-verbaux des séances du Conseil de Fabrique et du Bureau des marguilliers relatifs au renouvellement de la grande moitié du Conseil de Fabrique de l'église de Neuvillers et de la chapelle de Recogne. 1885, 1891. 2 pièces
- 432 Courrier émanant de G. Gauthier, curé, relatif à la binaison et au montage de la cloche commémorative. 1923, 1926. 1 chemise
- 433 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la décision d'augmenter les indemnités prévues au budget en faveur des membres du clergé. 1926. 1 pièce

B. PATRIMOINE

- 434 Acte établi dans le cadre d'une rente annuelle due par Louis Joseph Orriane à la Fabrique de la chapelle de Recogne. 1826. 1 cahier
- 435 Dossier relatif à la vente par la Fabrique d'église de Neuvillers à la commune de Saint-Pierre d'une parcelle de terre. 1890. 1 chemise

C. FINANCES

- 436 Relevé des sommes dues à la Fabrique de la chapelle de Recogne depuis le 1er janvier 1848 jusqu'au 31 décembre 1852. 1852. 1 pièce
- 437 437 - 439 BUDGETS ANNUELS. 1940-1955. Chapelle de Recogne, 1940-1947. 1 chemise
- 438 438 - 439 NEUVILLERS. 1940-1947. 1 chemise
- 439 1950-1955. 1 chemise

440 - 447 COMPTES ANNUELS. 1940-1974.

440	440 - 443 NEUVILLERS. 1940-1949.	1 chemise
441	1950-1959.	1 chemise
442	1960-1966.	1 chemise
443	1974.	1 cahier
444	444 - 447 RECOGNE (CHAPELLE). 1940-1949.	1 chemise
445	1950-1959.	1 chemise
446	1960-1966.	1 chemise
447	1974.	1 cahier